

cerises

la coopérative

Humeur de Cerises

Bolsonaro veut « nettoyer l'administration brésilienne des socialistes et communistes ». Et l'Amazonie de ses indiens. Et interdire la samba à Rio ?

Les étudiant.e.s étrangers non européen.ne.s devraient payer 10 fois plus leur inscription dans une faculté française. Ils pourront payer en francs CFA ?

La planète se réchauffe ; pas la démocratie. La banquise fond ; la tolérance aussi. Mais que fait le père Noël ? ●

Agenda militant

26-27 janvier

Se lever pour le climat

22 janvier

Paris

Des médicaments sans brevet

Au Lieu-Dit, 6 rue Sorbier

23 janvier

Paris

Gilets jaunes, l'irruption de l'inédit

31 janvier

Rennes

Qu'est-ce que le travail ?

Les petites communes passent au jaune

Janvier 2018, maire d'une petite commune, 500 habitants, la gazette locale l'interroge : quels faits marquant pour 2017, les premiers six mois du gouvernement sont-ils satisfaisants ». Le maire évoque alors « l'enlisement de tous les partis politiques, leur effacement et l'émergence d'un nouveau parti : En Marche, valable au niveau mondial ! Quant aux 6 mois, c'était trop tôt pour juger. Janvier 2019, même maire même gazette : exit l'a priori favorable ! En mairie, il a ouvert une urne à doléances : « la base n'est pas écoutée, la base en a marre de toujours payer. Au début, c'est la taxe sur les carburants qui a fait déborder le vase. Ici tout le monde est obligé de prendre sa voiture pour aller travailler. Il n'y a pas de transport. La plupart des gens d'ici travaillent en usine. Ils ne peuvent pas changer de voiture tous les ans, alors la voiture propre... ».

Je vois dit-il « les gilets jaunes comme un soulèvement de la base. J'ai installé cette urne parce qu'on n'en est plus au seul carburant, il y en a marre. Prenons la taxe d'habitation, sa suppression est une faute, [...] je n'ai pas d'illusions un jour ou l'autre on ne touchera plus les dividendes promis par le gouvernement, et les communes devront mettre en place un nouvel impôt pour faire face. Les doléances c'est pour montrer qu'on a quelque chose à revendiquer. Il y a tous les gens concernés par les petites retraites, les petits salaires, les taxes en tout genre, le manque de personnel dans les hôpitaux, etc. Tout le monde se plaint et puis, l'urne c'est pour que les gens écrivent, [...] Il faudra des réunions à la base en mairie pour que les gens puissent dire et porter leurs revendications, un tirage au sort pour en discuter c'est insupportable. Il faut que les gens qui ont des revendications puissent les formuler et les porter eux-mêmes ».

Enfin, interrogé quant à la connotation cahier de doléances et révolution française, le maire a cette belle réponse : « Ce n'est pas encore la révolution mais ça y ressemble un peu. Malgré les casseurs il y a un malaise de fond qui n'a rien à voir avec 68. Là c'est le peuple qui se soulève. Et les femmes : maintenant ce ne sont plus seulement les hommes qui sont dans la rue, elles sont déterminées à faire céder le gouvernement. D'ailleurs maintenant que le président a commencé à lâcher un peu il devra lâcher sur tout, il sera obligé de faire des concessions, les gens sont exaspérés ».

Le maire l'ignore probablement, mais les militants alternatifs ont longuement instruit la visée auto-gestionnaire de l'action populaire émancipée du système représentatif, la question est à présent dans la rue. ●

Catherine Destom-Bottin



Gilets Jaunes transfrontaliers !

« Mais qu'est-ce qu'un révolté, Monsieur ? Quand un homme est broyé et qu'il se tait, c'est un individu normal. S'il proteste et réclame son droit, c'est un révolutionnaire » René Char

Comme souvent les mouvements de grande ampleur naissent à partir d'une étincelle qui met le feu aux poudres. Ça a été le cas dans les pays arabes en 2011 puis dans d'autres pays comme le mouvement Occupy Wall Street aux Etats-Unis. En France l'augmentation des taxes sur les carburants a provoqué le mouvement des gilets jaunes qui durent maintenant depuis deux mois. De la taxe sur les carburants nous en sommes à la question des salaires, de la démocratie, des institutions qui ne fonctionnent plus, bref une remise en cause en profondeur de l'ordre néolibéral. Depuis une dizaine d'années déjà nous voyions poindre dans plusieurs pays des révoltes, voire des émeutes qui contestaient la politique des marchés financiers et des firmes multinationales et très souvent la corruption qui mine les Etats. Le mouvement des gilets jaunes rencontre une sympathie grandissante¹ dans plusieurs pays avec parfois une tentative de récupération par l'extrême-droite comme en Italie ou en Allemagne.

Sans en tirer des conclusions hasardeuses, les belges les burkinabés, les irakiens, les israéliens les serbes ont enfilé leur gilet jaune pour des raisons très diverses. En Irak, par exemple, les habitants s'insurgent contre le chômage endémique dans la région de Bassorah pourtant très riche en hydrocarbure, mais ils râlent aussi contre le état général de la ville, et en priorité contre la corruption et contre les interruptions d'électricité et d'eau. La région fait face à une crise économique grave : la moitié de sa population vit sous le seuil de pauvreté. Le point commun de ces mouvements est l'écart grandissant entre les élites et la population, la fracture entre les élus et le reste de la société, le divorce entre les partis et syndicats et les classes populaires.

« La révolte, comme le désespoir est une forme supérieure de la critique » — Léo Ferré

● DANIEL ROME

¹ L'Egypte vient d'interdire la vente de gilets jaunes !



L'affaire du siècle : mobilisation citoyenne

Plus de 2 millions de signatures pour la pétition lancée par 4 associations (« Notre Affaire à Tous », la Fondation pour la Nature et l'Homme, Greenpeace France et Oxfam France) sur le climat et la protection de l'environnement. Parmi l'équipe d'animation beaucoup de jeunes, d'actives sur les réseaux sociaux et d'artistes se sont engagés. Il s'agit d'imposer à l'Etat de respecter ses engagements (et de le sanctionner pour non respect des normes qu'il s'est lui-même fixées) : réduction des émissions de gaz à effet de serre, développement des énergies renouvelables et d'augmentation de l'efficacité énergétique. En effet, en fonction de la convention européenne des droits de l'homme, l'Etat est responsable de la protection de l'environnement, de la santé et de la sécurité humaine. A côté des discours, les citoyens perçoivent bien qu'il n'y a pas de la part de l'Etat de mesures concrètes ni effectives.

On voit bien le lien avec la révolte des gilets jaunes qui récusent l'augmentation de la taxe carbone sans transition énergétique et constatent que les plus bas revenus sont les moins responsables de la dégradation climatique et ceux qui en subissent la plus violemment les effets.

Le texte constitue une « demande préalable indemnitaire » pour « carence fautive » avant une action auprès du tribunal administratif, procédure qui a déjà eu lieu avec succès aux Pays Bas en 2015. Le rapport des Nations-Unies pour l'environnement fait état de 894 recours dans 15 pays dans le monde en 2017 ; le pouvoir judiciaire est aujourd'hui considéré comme le dernier recours.



Ceci révèle une véritable conscience citoyenne sur les dangers qui menacent notre climat, une mobilisation citoyenne de grande ampleur, et même une révolte citoyenne contre l'Etat et son inefficacité en matière d'environnement ; cela dément les discours sur le désintérêt pour la chose publique et le repli sur soi de nos contemporains.

On pourrait imaginer des actions semblables contre la carence de l'Etat dans d'autres domaines tels le logement, l'emploi ou la justice sociale !!

● BÉNÉDICTE GOUSSAULT



Gratuité et émancipation

Cerises veut promouvoir la gratuité comme champ d'une résistance créatrice à la logique de marchandisation généralisée de l'ensemble des sphères de vie. Une gratuité non seulement conçue comme le non paiement de telle ou telle réalisation, mais comme moyen de construire d'autres rapports sociaux. Cela suppose de se heurter au pouvoir de domination et de marchandisation issu des logiques de rentabilité financière tel que le système actionnarial nous l'impose comme une évidence.

Le 5 janvier dernier, Paul Ariès organisait à Lyon le Forum de la gratuité, avec le soutien de l'ACU et de l'OMOS. Nous étions présents. Nous publions avec leur accord, la contribution de 5 intervenant-e-s à ce riche débat.

Gratuité, une autre manière de faire société

Nathalie Perrin Gilbert
maire du 1^{er}
arrondissement de Lyon



(...) Je suis heureuse de vous accueillir dans le 1^{er} arrondissement de Lyon car, selon moi, la tenue de ce forum national dans notre arrondissement fait sens. Je crois en effet que le 1^{er} arrondissement est un petit îlot de gratuité au sein de la ville et de la métropole de Lyon. Depuis 2014, nous avons par exemple installé dans notre espace public de petits espaces de gratuité avec la mise à disposition de boîtes à lire et de lombricomposteurs. Nous avons permis à une quinzaine d'associations et collectifs d'investir un bâtiment géré par la mairie d'arrondissement et d'y créer la « Maison de l'économie circulaire ». La mairie d'arrondissement a également adhéré à la monnaie locale et complémentaire

La Gonette. Je ne veux pas multiplier les exemples ni réaliser un inventaire à la Prévert, mais juste dire que depuis 2014 nous nous sommes engagés, modestement mais très concrètement, dans un autre rapport au monde, à la ville et aux autres. Un rapport qui n'est pas uniquement marchand et monétarisé. L'échange, le recyclage, le don et le contre-don, la réparation, les circuits courts, sont des formes sur lesquelles nous nous appuyons.

Aussi quand j'ai échangé avec Paul Ariès cet été, je me suis rendue compte qu'à la manière de Monsieur Jourdain, nous faisons de la gratuité sans le savoir ! Et alors un champ de possibles s'est ouvert ! Il était enthousiasmant de prendre conscience qu'il y avait d'autres îlots de gratuité autour de nous (bon, j'avoue que je le savais déjà un peu en échangeant avec d'autres maires et d'autres collectifs) et que nous pourrions associer ces îlots à l'occasion d'une journée comme celle-ci, formant ainsi un archipel qui relie territoires et expériences politiques et/ou citoyennes.



**Un champ
de possibles
s'est ouvert**

La gratuité permet de revenir à la valeur

Je remercie toutes les organisations politiques de gauche et écologiques, les mouvements citoyens, les collectifs, les ONG et les associations, les chercheurs, les médias présents. Votre diversité est la clé de la réussite de cette journée. Une journée qui ne se veut pas seulement la présentation d'expériences menées ici et là mais qui se veut le socle d'une proposition politique construite.

Une proposition politique qui s'autorise des mots neufs comme celui de gratuité. Nous avons besoin de mots neufs pour remplacer les mots usés ou abîmés qui saturent notre réflexion et limitent notre imaginaire, qui peuvent aussi nous priver d'espoir. Or devant les enjeux écologiques, climatiques, économiques, sociaux, territoriaux qui se dressent devant nous, nous avons besoin d'oser. Oser de nouveaux chemins. Je reprendrai volontiers cette phrase de Paul Ariès dans son livre « Gratuité versus Capitalisme » : « Nous avons besoin de mots neufs pour ouvrir de nouveaux chemins ».

C'est à ces nouveaux chemins que nous invite ce deuxième forum national de la gratuité. Osons les prendre ensemble, les penseurs nous y invitent et les expériences menées nous montrent qu'il y a des possibles.

(...) A l'issue de cette journée, je vais donc dire ce que j'ai retenu pour ma part.

Je retiens tout d'abord combien la gratuité est une notion qui concerne toutes les sphères de notre existence, depuis notre naissance jusqu'à notre mort. C'est une notion qui concerne les biens et les services, mais nous avons aussi parlé aujourd'hui de la gratuité des biens naturels et des biens culturels.

Je retiens ensuite cette idée forte que

la gratuité est tout sauf irresponsable. Dire que la gratuité concerne toutes les sphères de notre existence ne veut pas dire que tout doit être gratuit au sein de ces sphères. La gratuité permet de revenir à la valeur d'usage, et lutter contre la surconsommation, le gaspillage, le mésusage.

Je retiens également qu'il a été souligné à plusieurs reprises aujourd'hui que la gratuité n'est pas la charité, elle est une proposition politique qui vise à l'émancipation et à la réduction des inégalités. Elle doit être construite solidement, y compris juridiquement, historiquement et économiquement, car elle rencontre et rencontrera de nombreux détracteurs.

Je retiens enfin que la gratuité est une proposition politique qui va au-delà de la résistance. La gratuité va sur le terrain du rêve, de l'émancipation, et en cela elle est capable de susciter une adhésion populaire. Elle est aussi capable, pour reprendre une phrase de Paul Ariès dans la presse récemment, de « redonner un élan aux forces de gauche et écologiques ».

A ce sujet, je suis heureuse de constater ce soir que nous sommes capables de nous retrouver dans une même salle et de nous écouter, de convenir aussi que le débat entre nous doit continuer pour avancer sur cette proposition, notamment en vue des élections municipales de 2020.

Et je dois dire que je ne boude pas ce plaisir : c'est au cœur de la ville de Lyon, qui s'est voulue –via son maire- le berceau du macronisme, que nous recommençons à rêver et à élaborer un autre modèle, une autre manière de faire société. ●



Gratuité vs capitalisme

Paul Ariès

Auteur de
Gratuité vs capitalisme
(Larousse, 2017)




LE BESOIN ET LA RARETÉ

Le besoin, tel qu'il se construit au sein du capitalisme, doit être mis en relation avec la nécessité de maintenir une situation de rareté, qui n'est plus (au sein des nations opulentes) une conséquence du manque, mais de la manipulation des névroses. Nos sociétés souffrent ainsi de plus en plus du « manque du manque », pour reprendre la formule du philosophe Günther Anders. La rareté est la conséquence d'un mode de vie centré sur la consommation, consommation de soi, sur l'obsolescence programmée, le gaspillage, la gadgétisation des produits, etc. J'avais montré, dans « Putain de ta marque ! » que le capitalisme est une religion du salut par l'argent.

LE BESOIN ET LE DÉSIR

Le passage du « À chacun selon ses moyens » au « À chacun selon ses besoins » serait une sacrée révolution que ni le capitalisme ni le socialisme stalinien n'ont pu commencer à réaliser. Mais la société de la gratuité vise plus haut et plus loin, en rompant non seulement avec la tyrannie des moyens (stade du capitalisme), mais avec celle des besoins (stade de l'économisme). Elle doit donc dépasser les deux conceptions jumelles du besoin : celle, consumériste, qui conduit à la dévoration du monde et de soi, et celle, ascétique, qui conduit à l'austérité et au renoncement à la vie. La société de la gratuité dépasse cette fausse alternative en mettant le Désir (avec majuscule pour le distinguer des

envies) à la place du besoin. Ce dialogue entre le Désir et le besoin ouvre des perspectives grandioses pour les amoureux de la gratuité. Guy Debord écrivait : « La vie quotidienne est la mesure de tout : de l'accomplissement ou plutôt du non accomplissement des relations humaines. » Ce refus du sacrifice anima Henri Lefebvre pour sa « Critique de la vie quotidienne » ouvrage paru en 1981. Conflit entre les pulsions de vie et de mort comme l'évoquait Freud ? Marx parlait de « besoins radicaux » pour désigner tout ce qui permet le plein épanouissement de la plénitude de l'être. La société de la gratuité vise donc le Désir (le grand désir de vivre) qui ne porte jamais sur la consommation d'objets spécifiques, mais sur un dépassement de soi, sur la relation aux autres/au monde non pas sur la logique de l'avoir, mais sur celle de l'être. La gratuité change en cela le régime même du besoin, sans qu'il soit nécessaire de distinguer entre faux et vrais besoins, comme le pratiquent généralement les gauches et les milieux écologistes. Tous les besoins sont authentiques, y compris celui de dominer, mais tous n'ont, en revanche, pas vocation à être assouvis. C'est pourquoi la société de la gratuité ne se place pas du point de vue de la satisfaction des besoins, mais de la logique des droits, celle du droit à l'eau, à l'alimentation, au logement, à la santé, au beau, etc. Ce changement de registre rend inutile de s'interroger sur le caractère légitime/illégitime, légal/illégal des besoins individuels. La gratuité n'a pas à



s'en mêler – s'emmêler serait juste, car débattre de la véracité du besoin équivaut à parler du sexe des anges ! Une fois ces droits reconnus et garantis, chacun peut bien faire ce qu'il veut avec ses envies et ses propres (ré)pulsions ! La part excédant le bon usage n'est en soi ni illégitime ni illégale. Le droit au mésusage existe, mais il fonctionne dans le cadre de l'économie de la rareté, donc de la répartition des richesses. Les individus resteront libres de leurs choix dans ce domaine dans le respect des possibilités, ils seront même beaucoup plus libres, si l'on considère la situation du plus grand nombre. Les 99 % accéderont davantage au mésusage (à ce qui n'est pas gratuit) et le 1 % apprendra à partager, car certains mésusages deviendront illégaux.

VALEUR D'ÉCHANGE ET VALEUR D'USAGE

La société de la gratuité change le régime du besoin en faisant également primer la valeur d'usage sur la valeur d'échange. La valeur d'échange est le prix que le marché donne à un bien. La valeur d'usage est l'utilité que l'on peut retirer de ce même bien. Ces deux valeurs peuvent être très différentes : ainsi, l'or possède une valeur d'usage presque nulle, mais une valeur d'échange très élevée ; l'eau possède une valeur d'usage considérable, mais une valeur d'échange très faible. La qualité de vie des huit milliards d'humains dépend exclusivement de la valeur d'usage des choses. L'échange marchand est beaucoup moins performant que la gratuité

pour répartir ou même créer des valeurs d'usage. Le capitalisme est déjà moins efficace en termes de répartition, car sa survie impose de privilégier la valeur d'échange sur la valeur d'usage, on ne met pas des valeurs d'usage dans son coffre ! La gratuité maximise la valeur d'usage de deux façons. La gratuité est déjà créatrice de valeur, grâce à la différence de valeur d'usage pour celui qui donne et pour celui qui reçoit. Ainsi, la collectivité qui distribue de l'eau ou de l'énergie vitale gratuitement donne beaucoup moins que l'utilisateur ne reçoit. Le bien que j'offre, car je ne l'utilise plus, apporte plus d'utilité. Le livre que je donne, après l'avoir lu, apporte plus de satisfaction. L'eau pour boire prime sur celle de la piscine.

LA DÉFINITION COLLECTIVE DES DROITS

La gratuité change la logique du besoin en faisant primer sa définition collective qui prend alors la forme de droits créances. J'attends beaucoup de ce double passage de l'individuel au collectif et de la logique des besoins à celle des droits, car les expériences établissent que, comme par magie sociale, les collectifs d'utilisateurs s'avèrent beaucoup plus responsables que les consommateurs et font, spontanément, la différence entre une consommation d'eau jugée « normale » et son gaspillage. Cette construction collective du besoin prend donc acte de ce qu'une politique menée au seul niveau individuel du consommateur se trouve nécessairement piégée dans le fonc-

tionnement capitaliste. Marx disait que la première aliénation de l'homme est d'être réduit à ses besoins, mais nous comprenons trop ce jugement comme relatif aux seuls besoins vitaux quasi biologiques alors que c'est la notion même de besoin qui s'avère en cause. Le besoin n'est jamais neutre car, comme le stipulait Hegel, il est issu de la société civile, c'est-à-dire in fine de l'idéologie des échanges. Réduire l'humain à ses besoins le réduit à correspondre à la société capitaliste, c'est-à-dire aux nécessités de la production. Construire collectivement les droits constitue un raccourci permettant de passer du règne de la nécessité à celui de la liberté. Un besoin défini collectivement n'est plus vraiment un besoin, mais déjà un droit.

**La gratuité
n'annonce pas
une société de la
rareté, mais de
l'abondance.**

La gratuité n'est pas une machine à réprimer les besoins, mais à satisfaire des droits ! La solution consiste à identifier les besoins sans passer par les demandes individuelles mais sans sombrer non plus dans une dérive autocratique et/ou technocratique toujours menaçante. La confiscation de la définition des besoins par les élites courtcircuite la demande individuelle et conduit à la tyrannie, celle de toutes les Églises qui savent, mieux que nous, où se trouve notre bonheur, par « Églises » j'entends, aussi bien, les religions établies, les « durs à jouer » de la décroissance austéritaire, que les staliniens zélés, car tous sacrifient sans vergogne le Désir de vie. Le chemin qui passe entre ces deux précipices existe. La planète compte assez de ressources pour répondre au Désir de chacun, mais pas assez pour satisfaire des besoins toujours illimités. Le manque, dont souffrent mondialement des milliards d'humains ne s'explique pas par la rareté mais par des choix de société. Que produisons ? Comment ? Pour quels usages ? Il existe assez de ressources sur Terre pour nourrir, soigner, éduquer, transporter huit milliards d'humains. L'eau est rare, uniquement si l'humanité la gaspille ; l'alimentation est rare, uniquement si notre régime alimentaire est irresponsable, etc. La rareté est la conséquence du mésusage, ce qui signifie que l'abondance sera aussi celle du bon usage. La gratuité n'annonce pas une société de la rareté, mais de l'abondance. Faire de la politique du point de vue de l'émancipation ne consiste pas à apporter de nouvelles

L'échange marchand est beaucoup moins performant que la gratuité pour répartir ou même créer des valeurs d'usage.

réponses aux questions dominantes. La société de la gratuité imposera son propre agenda, son propre vocabulaire, ses propres priorités, donc son propre questionnement. C'est pourquoi ce qui est premier reste la construction du questionnement lui-même que ce soit sur le plan économique, social, écologique, politique, etc... J'assume le fait que cette construction soit déjà toujours collective au niveau de l'usage, puisqu'elle ne part pas de l'individu abstrait, mais de la pluralité des groupes qui le composent... Elle refuse de les séparer de leurs conditions concrètes d'existence, car elle sait que cette séparation est une aberration anthropologique, mais qu'elle profite à l'infime minorité de l'humanité dont l'habitus est socialement construit pour de telles opérations. ●

Gratuité des transports publics

Tallin, Estonie
447 000 habitants

Pays d'Aubagne
105 000 habitants

Dunkerque
90 000 habitants

Niort
58 600 habitants

Oser affronter l'économie marchande

Benoit Borrits



La gratuité est un enjeu de débats autour des droits fondamentaux que peuvent être la santé, la culture, l'eau, l'énergie, les transports locaux et autres... Il s'agit de débats vertueux qui nous amènent à réfléchir à l'utilisation des ressources limitées, ce qui se traduit parfois par un quota gratuit assuré à chacune et chacun et une tarification dissuasive au-delà de ce seuil. Cette approche nous montre que si la gratuité se construit contre l'économie marchande, elle se construit aussi dans le cadre de l'économie marchande. C'est tout sauf « demain on rase gratis ». Si le travail réalisé pour ces services gratuits est rémunéré, cela signifie donc qu'il existe un secteur marchand, et donc des prélèvements sur les revenus de ce secteur marchand. Il y a donc un débat totalement légitime sur ce qui doit être gratuit et ce qui ne l'est pas. Si nous partons de ce constat, nous devons alors nous poser une question, peut-être la plus essentielle : est-ce que le capitalisme est capable de tolérer ce débat et ses implications ? Est-il capable de mettre en pratique les conclusions de celui-ci ? Un premier indice de réponse est à trouver dans des prélèvements qui existent déjà : les cotisations sociales et les impôts sur les entreprises. Ces prélèvements permettent de réaliser

des espaces de gratuité, comme la santé publique par exemple. Soyons clair, le patronat est vent debout contre ces prélèvements et sa position est de plus en plus rigide sur cette question. Un autre approche est à chercher dans le glissement des politiques des gouvernements de gauche. Il y a vingt ans, le gouvernement Jospin a réussi à instaurer une réduction généralisée du temps de travail, en cherchant certes un terrain gagnant-gagnant discutable, mais le patronat y était opposé. Plus récemment, la présidence Hollande de 2012 à 2017 a scrupuleusement respecté tous les desiderata du patronat. Comment expliquer un tel glissement en vingt ans ? Une seule explication semble tenir la route : une financiarisation exacerbée de l'économie dans laquelle la valeur de l'entreprise n'est pas comptable – ce que possède l'entreprise moins ce qu'elle doit – mais spéculative car basée sur les attentes de dividendes de la part des possédants. Si une nouvelle donne – telle que l'extension de la gratuité – fait baisser les profits, et seulement baisser : il en reste toujours – alors la valeur des entreprises chute et cela, n'importe quel actionnaire le refuse : personne n'a envie de perdre de l'argent. Depuis vingt ans, deux raisons expliquent cette exacerbation du conflit de classe : la chute de la croissance

– il ne s'agit pas de savoir si elle est bonne ou mauvaise, il s'agit ici de constater qu'elle est utile au capital – et la baisse continue des taux d'intérêt vers des niveaux proches de zéro. Il est donc aujourd'hui illusoire de considérer que nous allons pouvoir développer des espaces significatifs de gratuité sans devoir remettre en question la domination des actionnaires sur les entreprises et l'économie. La gratuité est un objet de débat, avon-nous dit. Il existe aussi une aspiration forte au revenu universel. Cela s'inscrit clairement dans le même courant mais ces projets sont à la fois différents et complémentaires : l'un porte la démar-chandisation au cœur de son projet, l'autre pas. Il existe une myriade de combinaisons possibles entre ces deux. D'autres aspirations s'expriment dans la société qui portent sur la socialisation du revenu. On peut mentionner les divers projets de Sécurité sociale professionnelle ou le salaire à la qualification de Bernard Friot. On peut aussi changer de registre et nous intéresser aux aspirations qui portent sur la sauvegarde de notre planète. Prenons un exemple : le zéro déchet. Il s'agit ici de réfuter presque tous les emballages non réutilisables. Cela signifie que les ventes de produits en vrac seront généralisées et que l'essentiel de l'agro-alimentaire disparaîtra. C'est indéniablement une

avancée contre le réchauffement climatique car s'il est bien de recycler les emballages, il n'en reste pas moins vrai que cette activité est aussi émettrice de gaz à effet de serre et peut donc être évitée. Outre le fait que le capitalisme supporte difficilement de se voir privé de marchés – ici l'agro-alimentaire – il n'en reste pas moins vrai que les revenus des travailleuses et des travailleurs de ce secteur devront être sécurisés et qu'il faudra prévoir la reconversion de la filière. C'est franchement incompatible avec le maintien du capitalisme. Alternatiba a lancé le slogan « changer le système pas le climat ». Il est effectivement urgent de sortir du capitalisme et ceci signifie évincer les actionnaires de la propriété et de la direction des entreprises. Ces multiples aspirations existent. Elles sont toute incompatibles avec le capitalisme. Il nous faut donc constituer une coalition politique de ses multiples aspirations pour laquelle le point numéro un du programme sera l'éviction des actionnaires, non pas dans vingt ans ou même dans cinq ans comme aboutissement d'un processus progressif, mais immédiatement en tant que premier acte, la seule façon pour que ses aspirations puissent devenir réalité. De nombreux partis de gauche ont été aujourd'hui invités à ce forum de la gratuité. Sont-ils sur cette ligne ? Pour la majeure partie d'entre eux, non.

Virer les actionnaires ouvre la voie à la démocratie économique sans laquelle la démocratie ne sera jamais réelle. Une démocratie qui nous permettra de mêler nos différentes aspirations de façon à les rendre réelles. Il n'y a aucun doute que le développement de la gratuité aura une place essentielle dans cette nouvelle société, car elle est un facteur de liberté. ●

**Il est donc
aujourd'hui illusoire
de considérer que
nous allons
pouvoir développer
des espaces
significatifs de
gratuité sans devoir
remettre en question
la domination des
actionnaires
sur les entreprises
et l'économie.**

Tirer de la gratuité tout ce qu'elle implique

Pierre Zarka



La grande portée de cette idée est qu'elle nous dégage des valeurs marchandes et nous tourne vers la valeur d'usage.

Je n'aborderai pas la gratuité à partir du verbe avoir, ce qui réduit les individus à des consommateurs mais sous l'angle des rapports sociaux et du rôle social de chacun.

La grande portée de cette idée est qu'elle nous dégage des valeurs marchandes et nous tourne vers la valeur d'usage. C'est la définition des activités professionnelles et sociales qui est posée dans d'autres termes. Un conducteur de bus, son activité se limite-t-elle à transporter des usagers ou consiste-t-elle à favoriser de la sociabilité ? Des fabricants de téléphone construisent-ils des objets ou de la mise en relation ? Même s'ils ne se connaissent pas le chauffeur de bus, le producteur de téléphone, l'enseignant, des ouvriers qui prennent le bus ne cessent de se rendre mutuellement la vie possible. On ne vend plus sa force de travail, on l'échange avec celle des autres. Débarrassés des échanges marchands, nous ne produisons plus des objets et des services mais en produisant des objets et des services, nous produisons de la société.

Si nous limitons la gratuité à des mesures exceptionnelles, elles s'apparentent à de la bonne aubaine ou, comme on dit avec condescendance à faire du social. Des municipalités de droite font de la gratuité de cantines scolaires ou de transports urbains et cela n'a d'autre incidence de nous permettre de dire que le concept n'est pas utopique mais cela n'a aucune force propulsive au plan social et idéologique. La distribution gratuite de pain par l'Empire romain n'en a jamais fait une démo-

cratie. Comme toutes les aspirations, tant qu'elles ne sont pas appuyées sur des fondements clairs et pouvant être appréhendées dans leur essence, ces aspirations représentent un carrefour qui peut déboucher sur deux réalités diamétralement opposées. Ainsi cette idée formidable du co-voiturage qui a pour base le refus des gâchis et une solidarité de fait au quotidien, est devenue aussi le ferment de l'ubérisation. Si l'on revient aux principes fondateurs de la Sécurité Sociale : « de chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins » de ne pas avoir mis ce principe en avant, nous avons avec la « Sécu » des rapports analogues à ceux que l'on a avec une administration, ce qui lui fait perdre sa portée révolutionnaire et il ne nous reste que le « combien ça coûte ? » ce qui en fait sa vulnérabilité.

Nous avons donc besoin de faire de la gratuité un principe, d'en faire un vecteur de mutualisation d'activités, ce qui conduit à mettre en cause l'accaparement des fruits du travail, les fondements du capitalisme et les fondements verticaux de la société.

En changeant de sens, le travail nourrit le vrai contrat social. Il n'est plus passé entre soi et une autorité nous surplombant, médiatisant les rapports sociaux mais il est passé entre soi-même et les autres soi-même. Il devient horizontal. Débarrassé de ses aspects marchands, l'échange de services entre soi et la société, change la place des individus dans cette société : ils en deviennent co-responsables. Est-ce un hasard si les transports gratuits ou ceux où il n'y a guère de contrôles ne sont ni tagués

ni détériorés ? Ils deviennent un bien commun et les usagers ne sont plus de simples clients. En changeant de sens, le travail aussi change la place sociale du travailleur mais aussi de l'usager : l'un et l'autre participent, chacun à sa manière, mais conjointement, à produire de la société, société qui ne vit que par des échanges réciproques de services mutuellement rendus aux uns et aux autres.

Faire du concept un objet immédiat, implique de s'affronter tout de suite à plusieurs questions.

Dans la mesure où il faut bien que quelqu'un assure la dépense, on trouve derrière l'absence de paiement à l'accès une logique qui est celle de la mutualisation des moyens. Elle rappelle une définition du communisme : « De chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins ». C'est le cas avec la Sécurité Sociale, avec l'École ou l'éclairage public. Les gens qui n'ont plus d'enfant en âge d'aller à l'École ne demandent pas que l'on déduise les frais de scolarité de leurs impôts. Mais la cotisation, la fiscalité ne suffisent pas à répondre aux besoins de gratuité. Cela suppose le recours permanent à l'ensemble de la valeur ajoutée par le travail. Donc la question du détournement que représente la grande propriété des leviers de l'économie est posée. Qui les possède ? des usagers et salariés ou des propriétaires-actionnaires dépend le pouvoir réel que l'on a sur la gratuité.

Et si nous nous concentrons sur le caractère social du travail, c'est-à-dire à la coopération entre pans entiers de la société, à la mutualisation des efforts et des intelligences pour vivre en société, les revenus ne sont plus fonction de l'échange de sa seule force de travail avec le temps passé dans l'entreprise mais peuvent devenir la couverture de l'ensemble des pratiques sociales. Un

instituteur qui, le dimanche va au théâtre, se détend-il ou prépare-t-il son travail ? Parler de la dimension sociale du travail ne se réduit pas à la somme des travaux individuels mais inclut le fait que toutes les pratiques sociales se cristallisent dans le moment qu'on a l'habitude d'appeler travail. Si on le reconnaît, je veux dire si on reconnaît le hors travail pour ce qu'il est, le salaire dépasse l'espace couvert par le temps passé dans l'entreprise. Il recouvre les temps contribuant à la production de société. C'est déjà le cas avec les congés maternité, les congés payés. Des enseignants qui s'occupent d'enfants en bas âge, c'est reconnu -même si c'est mal reconnu- comme une pratique sociale qui mérite rémunération. Mais des grands parents ou des parents qui s'occupent des mêmes, ce ne serait pas une action sociale mais seulement domestique ?

Cela débouche sur une distinction entre apport social et emploi. Le mot emploi est idéologique. Non seulement il est réducteur mais il porte sans l'annoncer la soumission des rapports d'exploitation : là où il y a emploi il y a des employeurs et...des employés. Essayez de faire le même exercice verbal avec le mot travail. Comment ne pas tirer de l'horizontalité des rapports sociaux qui sont alors induits, qu'il ne peut y avoir d'horizontalité des rapports liés au rôle social tout en demeurant dans le cadre d'une verticalité des rapports de pouvoirs ? Comment concevoir que cela ne s'accompagne pas du besoin de maîtriser l'ensemble des conditions de ses pratiques ? Et si cette maîtrise de ses pratiques dans toutes leurs diversités devient la norme de la société comment s'imaginer qu'elle s'arrête à la porte des pouvoirs institutionnels et de l'État ? La mise en cause du système représentatif est ainsi au bout de la question de la gratuité.

A partir de cette question, c'est l'individu qui se désaliène et qui retrouve sa totalité d'être. ●

Nous avons donc besoin de faire de la gratuité un principe, d'en faire un vecteur de mutualisation d'activités, ce qui conduit à mettre en cause l'accaparement des fruits du travail, les fondements du capitalisme et les fondements verticaux de la société.

La question du détournement que représente la grande propriété des leviers de l'économie est posée.

Au centre de la construction de la gratuité d'émancipation : la démocratie, l'égalité sociale.

Patrick Le Moal



Pour la Fondation Copernic, qui s'est créée il y a 20 ans pour « remettre à l'endroit tout ce que le libéralisme fait fonctionner à l'envers », l'échange que nous avons dans ce Forum pour la gratuité est essentiel. Essentiel pour combattre une société où domine l'idée qu'au fond, le marché capitaliste est indépassable, pour combattre un système de marchandisation débridée où la perception que l'on a de la richesse, de la valeur des biens produits, est « obnubilée » par la représentation marchande. On finit par avoir l'impression que ce qui n'est pas payant est sans valeur. Il faut lutter pied à pied contre les évidences des économistes libéraux, l'amalgame entre les notions de coûts, de prix et de valeur, l'idée que tout se paie, contre l'idéologie de la concurrence impitoyable, du profit maximum, ...

Il nous faut retrouver la capacité d'imaginer un autre monde, de donner des perspectives collectives, visant à changer toute la société, basées sur d'autres valeurs, de donner à voir comment on peut construire une société

La gratuité d'émancipation que nous promouvons n'est pas la charité, c'est avant tout une démarche politique qui s'inscrit dans une logique de solidarité. A minima elle permet la réduction des inégalités, mais un de ses objectifs est d'avancer vers l'égalité sociale.

émancipée où chacune, chacun, agit selon ses moyens, ses facultés, ses capacités, et chacune, chacun, dispose selon ses besoins. La promotion d'une gratuité construite de biens et services essentiels est un des moyens de cette lutte, parce qu'elle permet de montrer concrètement comment il est possible d'avancer vers une telle société, en répondant aux besoins de la population.

Cette intervention vise à soulever quelques problèmes à aborder pour que l'instauration de la gratuité se fasse dans une perspective émancipatrice.

La gratuité d'émancipation que nous promovons n'est pas la charité, c'est avant tout une démarche politique qui s'inscrit dans une logique de solidarité. A minima elle permet la réduction des inégalités, mais un de ses objectifs est d'avancer vers l'égalité sociale.

La réduction des inégalités sociales peut exister dès lors que chacune et chacun, quel que soit le niveau de ses revenus, peut accéder librement à des biens ou des services grâce à la gratuité. Mais cette réduction des inégalités n'existe qu'à la condition que le financement des biens et services, mis à disposition gratuitement, soit assuré par un impôt ne favorisant pas les catégories sociales les plus ai-


sées en pénalisant les plus modestes, comme la TVA par exemple. L'effet de réduction des inégalités par la gratuité peut être amoindri voire même annulé dans le cas où la fiscalité nécessaire au financement est inégalitaire ou fortement déséquilibrée au bénéfice des plus riches.

Réduire les inégalités c'est positif, construire l'égalité sociale est un objectif plus ambitieux, qui n'est pas atteint naturellement, mécaniquement.

Un des facteurs contribuant à avancer vers cet objectif d'égalité sociale (est) que la gratuité soit une construction collective, le résultat d'une mise en commun démocratique. Par exemple la gratuité de transports en commun centrés sur les lignes et horaires pour le travail et l'étude, qui permet une économie pour les usagers, n'a pas la même fonction que la gratuité de transports en commun organisés pour pouvoir vivre, c'est à dire travailler et étudier bien sûr, mais aussi se distraire, avoir toutes sortes d'activités, ni même que celle de transports en commun qui ont pour objectif de se passer de véhicule personnel dans les villes. Toutes les gratuités n'ont pas la même signification ni les mêmes effets : la façon dont la gratuité est mise en place est aussi importante que l'accès libre : l'accès libre à quoi, pour quoi faire, qui répond à quels besoins ?

Avancer vers cet objectif d'égalité sociale (est) que la gratuité soit une construction collective, le résultat d'une mise en commun démocratique.

Par contre, si la gratuité en tant que telle n'est pas l'apanage de la démocratie, il n'y a pas possibilité de véritable démocratie sans accès libre aux biens et services essentiels sous la forme de services publics au travers d'une gratuité visant à l'émancipation.



Les régimes autoritaires ou dictatoriaux du 20^e siècle ont pu instituer ou renforcer la gratuité de nombre de services, pour s'assurer un minimum de légitimité, la gratuité étant la contrepartie quasi-nécessaire à l'arbitraire, à l'absence de liberté. Le clientélisme et le favoritisme ont pu permettre aux groupes dirigeants de maintenir ou consolider leur position hégémonique, en s'assurant d'une certaine neutralité sociale avec plus ou moins de succès. D'autres systèmes politiques plus démocratiques ont instauré ou développé la gratuité avec la volonté politique d'obtenir la paix sociale. Indiscutablement l'accès gratuit à des biens ou services a permis d'améliorer la situation matérielle et culturelle des populations, mais il a aussi permis aux classes dominantes de maintenir leur pouvoir en intégrant socialement, avec plus ou moins de réussite, les catégories et les classes sociales les plus démunies et jugées les plus dangereuses. Par exemple, l'instauration de l'instruction pour tous (et toutes, mais pas tout de suite) était aussi un moyen d'intégrer la classe ouvrière dans le capitalisme, d'en limiter la puissance revendicative et potentiellement hostile au capital. Dit autrement, la gratuité d'un bien ou de sa jouissance n'est en rien un aboutissement ni l'exclusivité d'une démocratie effective.

Par contre, si la gratuité en tant que telle n'est pas l'apanage de la démocratie, il n'y a pas possibilité de véritable démocratie sans accès libre aux biens et services essentiels sous la forme de services publics au travers d'une gratuité visant à l'émancipation.

La gratuité d'accès à des biens ou des services n'acquiert le sens de biens communs, c'est-à-dire décidés et appropriés par toutes et tous, que s'ils sont le produit d'actes démocratiques tant dans la période préalable d'information et de discussion qu'ensuite lors de la prise de décision et durant la phase de réalisation et de contrôle.

Au commandement pour la construction de cette gratuité d'émancipation doit donc être le débat qui permet de définir démocratiquement sa pertinence, son étendue, son champ géographique. Pour cela, il convient de faire vivre les controverses pertinentes et nécessaires, en partant des conflits d'usages potentiels ou réels ou des priorités à dégager quand ni le temps ni les moyens matériels et financiers ne permettent de tout entreprendre.

Il y a, il y aura des obstacles bien au-delà de la simple routine : le risque autoritaire (ou dictatorial), la puissance des grandes firmes et de la finance mondialisée et débridée, le paternalisme, organisés par les gouvernements,

La combinaison égalité sociale et égalité civique est décisive pour étendre la sphère de la gratuité,

façonnés et bétonnés dans des traités internationaux (à commencer par celui de Lisbonne, instituant l'Union européenne), le démantèlement des cadres sociaux, l'édiction de nouvelles réglementations, fiscales ou autres, favorables au capital constituent des freins ou des obstructions au développement de la gratuité. Leur abrogation doit être dès lors envisagée.

La mobilisation est indispensable pour y faire face, comme aux défis techniques et à la puissance des grandes firmes qui disposent d'alliés solides et compétents dans les corps de l'administration nationale et internationale, civile et militaire.

L'invention démocratique permanente est donc indispensable, décentralisée autant que possible, sachant qu'une activité déployée à l'échelle nationale ne requiert pas les mêmes formes de participation et de mobilisation qu'une activité centrée sur un quartier ou un village, selon aussi le niveau de savoirs plus ou moins complexes de l'activité d'une branche (santé par exemple).

L'articulation entre assemblées élues et participation directe doit être pensée pour tous les espaces publics territoriaux ou d'activité. La formation et l'information des citoyens apparaissent dès lors vitales pour l'exercice effectif de la démocratie. Il s'agit, ici, d'insister sur les conditions de l'égalité civique sans laquelle rien n'est vraiment possible dans une démocratie réelle.

La combinaison égalité sociale et égalité civique est décisive pour étendre la sphère de la gratuité, pour contrer efficacement l'idée que l'évolution du monde est inéluctable, qu'aucun autre mode n'est possible.

Nous promovons cette gratuité d'émancipation parce qu'à chaque fois que l'on rogne de l'espace, de la puissance au libéralisme, à la tendance à la privatisation généralisée, au règne de l'argent, on permet à l'histoire de s'ouvrir à nouveau, on crée de l'espoir pour une société émancipée. ●

Nous promovons cette gratuité d'émancipation parce qu'à chaque fois que l'on rogne de l'espace, de la puissance au libéralisme, à la tendance à la privatisation généralisée, au règne de l'argent, on permet à l'histoire de s'ouvrir à nouveau, on crée de l'espoir pour une société émancipée.

APPEL À CONTRIBUTIONS

Nous vous informons que le prochain dossier portera sur la démocratie, et sera en prise directe avec le débat du 19 janvier.

<http://www.comunistesunitaires.net/articles/de-la-democratie-economique-vers-la-democratie-totale>

Vous pouvez envoyer vos contributions à cerises@plateformecitoyenne.net



Vincent, élu du CHSCT d'une grande entreprise, pilote de la commission chargée d'évaluer l'impact de la stratégie du groupe sur les salariés, détaché à 80 % pour ses activités syndicales, réagit au dossier de *Cerises* de décembre sur travail et hors travail.

Comme il n'y a pas de local syndical dans mon lieu de travail, je suis en activité syndicale sur mon poste de travail sauf quand je participe aux réunions des instances représentatives. Même si je n'ai plus que 20% de mon temps de travail consacré à mon activité professionnelle, je participe aux réunions d'équipe, aux formations que je demande ou que la direction continue de me proposer.

Dans les réunions d'équipe, nous sommes sollicités pour résoudre des problèmes. Par exemple le fait qu'il y ait beaucoup de clients en attente à certains moments de la journée : des collègues sont amenés à proposer que tous les salariés ne partent pas en pause en même temps, ou qu'il y ait un affichage du nombre de clients en attente pour obliger à accélérer les entretiens. Ainsi les salariés intègrent plus facilement l'intensification du travail. Comme les entretiens individuels prennent en compte ta participation à ce genre de discussion, si tu veux avancer dans ta carrière, ou si tu veux faire une demande de mutation, te voilà embarqué dans ce genre de processus.

Souvent en formation, on te demande ton état d'esprit. Celui ou celle qui est stressé-e parce que les horaires de la formation l'oblige à déposer les enfants plus tôt à la crèche, celui ou celle qui refuse d'appliquer à la lettre le script imposé par son cadre n+1, côtoient celles et ceux qui se déclarent plutôt satisfaits de participer à telle ou telle formation. Les « énervés » n'ont plus qu'à se calmer. D'ailleurs si tu es stressé, c'est plus à cause de tes problèmes personnels que des problèmes liés à l'organisation du travail. Mais parfois, ça ne marche pas et tout le monde quitte la formation ou la réunion d'équipe...

Le must, ce sont les challenges. Il s'agit de réaliser un objectif sur une période donnée pour gagner un voyage par exemple. Pour motiver les salariés. Si tu as le profil sportif de compétition, c'est le genre de défi auquel tu peux accrocher...et ça aussi c'est pris en compte dans les entretiens individuels !



Je partage pleinement l'idée que la direction a bien recours à la totalité de l'individu, ses capacités d'initiative et d'imagination, y compris son psychisme dans son activité de travail, et qu'elle tente de solliciter son engagement total même s'il lui est impossible de prescrire pleinement le travail qui doit être réalisé. ●

Christine
Poupin



Gratuité est un mot féminin, il doit être aussi un mot féministe

La contribution de Christine Poupin au forum de la gratuité entre en résonance avec le dossier sur travail et hors travail, nous en publions ici un résumé.

Une réflexion qui se veut générale ignore la situation des femmes. L'essentiel du travail domestique, travail de soin n'est pas abordé.

La reproduction sociale qui permet de prendre soin des êtres est réalisée de trois façons différentes mais interdépendantes : le travail non rémunéré dans la famille (majoritairement par les femmes) ; des services publics financés par le salaire socialisé et/ou par l'impôt; des services privés payants.

Elle assure la reproduction de la force de travail, la réponse à ses besoins quotidiens, son renouvellement sur le long terme. Les politiques néolibérales pour tenter de résoudre la crise du capitalisme ne se contentent pas de restructurer la production (intensification du travail, précarisation), elles restructurent aussi la reproduction sociale et tendent à réduire/détruire les services publics et à basculer la reproduction sociale entièrement sur les foyers individuels (et donc les femmes) et sur les services marchands.

Le mouvement féministe a mis en évidence que l'exploitation capitaliste ne se limite pas au travail salarié mais requiert du travail gratuit/invisible et qu'il existe un lien entre la dévalorisation des tâches reproductives et le statut social dévalorisé des femmes. La gratuité du travail de reproduction induit son invisibilité.

La réponse n'est ni une visibilité par le salaire dit « maternel » ou « ménager » qui assigne/enferme les femmes ni la marchandisation (service payant de la Poste de visite aux personnes âgées ; préparations industrielles alimentaires ruineuses et néfastes pour la santé, écologiquement aberrantes ou pour les ménages aisés les services domestiques à la personne le plus souvent par des femmes

migrantes, conjuguant alors oppression de genre et raciste.

Une gratuité de socialisation féministe ne rendrait pas gratuit ce qui existe, mais le transformerait profondément.

Reconnaître la centralité sociale et économique du travail de soin suppose de rompre avec deux mystifications :

- 1- il s'agit de « dépenses », de « coûts » donc à restreindre.
- 2- ce ne sont pas vraiment des métiers, mais la mise en œuvre de « qualités féminines » (attention, empathie...) qui ne justifie pas la reconnaissance.

Concrètement, il faut renforcer la protection sociale et augmenter le salaire socialisé (cotisations « employeurs ») pour financer des services socialisés transformés, étendus pour l'accueil de la petite enfance, la prise en charge de la dépendance des personnes âgées et/ou malades, handicapées, des restaurants/cuisines collectives...

Ces services doivent être totalement gratuits, autogérés conjointement par les usagè.e.s, les salarié.e.s pour en finir avec l'une des principales sources de souffrance au travail : l'empêchement du « travail bien fait ».

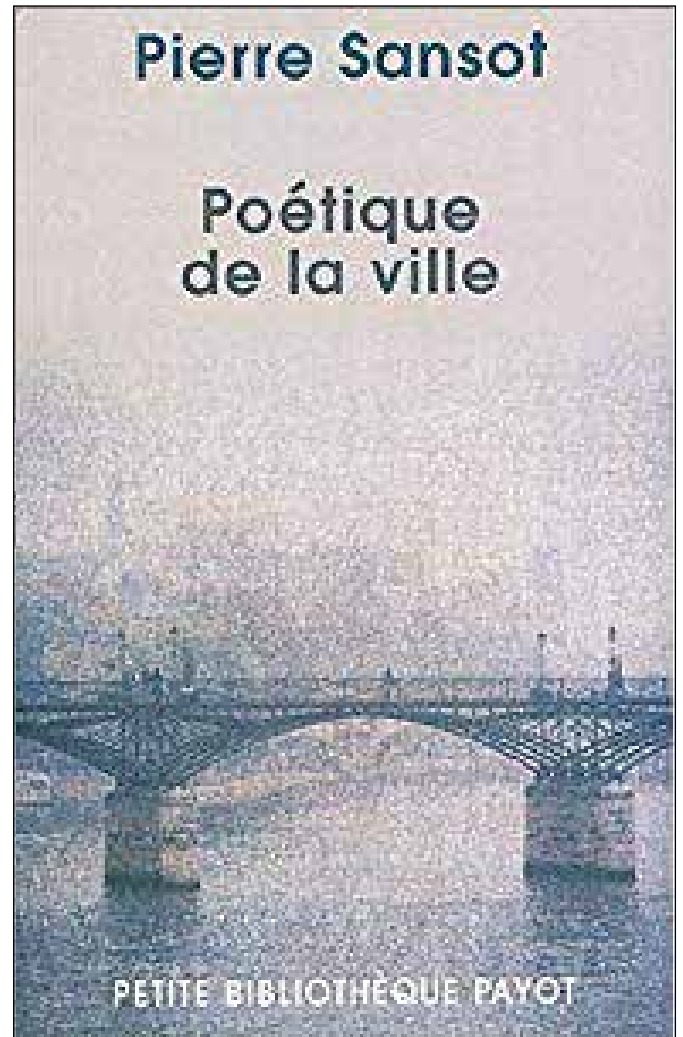
Comme l'écrit Silvia Federici : *« Il faut rouvrir le chantier de la lutte collective sur les tâches reproductives, (...) inventer de nouvelles formes de coopération qui échappent à la logique du capital et du marché. » (...) transformer cette activité étouffante et discriminatoire qu'est le travail reproductif en un terrain d'expérimentation des plus libérateurs et créatifs pour les relations humaines. »* ●



**“Un Picasso étudie un objet
comme un chirurgien
dissèque un cadavre.”
Guillaume Apollinaire**

Au début du 20^{ème} siècle une révolution artistique vient bouleverser la peinture : le cubisme fait son apparition et les principaux artistes sont Pablo Picasso, Georges Braque, Fernand Léger, Juan Gris, Albert Gleizes, Raymond Duchamp-Villon et Henri Laurens. Le terme de cubisme aurait été inventé par le poète Max Jacob et repris ensuite par Apollinaire. Ce mouvement va durer une dizaine d'années entre 1907 et 1917. Le cubisme bouleverse la représentation dans l'art, en témoignent les tableaux de Picasso et Braque. Aujourd'hui le Centre Georges Pompidou propose une exposition qui retrace ces dix années qui ont profondément marqué la vie artistique et culturelle. Une première à Paris depuis 1953. Quelques centaines d'œuvres, ainsi que des documents montrant le rayonnement du cubisme, alimentent cette exposition qui a été construite de manière chronologique. Le commissaire de l'exposition a voulu mettre en lumière les différentes étapes du cubisme et l'engouement des cubistes pour Gauguin et Cézanne. Cette exposition montre ainsi toute la modernité de cette nouvelle expression de l'art. Nous retiendrons particulièrement le « Viaduc à l'Estaque » de G. Braque et « le guitariste » de Picasso. Nous recommandons à nos fidèles lectrices et lecteurs de « Cerises - la coopérative » cette belle exposition qui sonne comme un événement culturel en ce début 2019. Centre Georges Pompidou- Paris jusqu'au 25 février.

● DANIEL ROME



Poétiques de la ville

Pierre Sansot était un immense philosophe du quotidien, un remarquable poète des « gens de peu » et un observateur avisé de notre proche humanité.

Dans cet ouvrage publié en 1996 et dont l'édition de poche date de 2004, c'est la ville dans sa proximité la plus ordinaire que Pierre Sansot décrit, décrypte, dessine alternant précisions sur la méthode, réflexions philosophiques et littérature poétique. Il investigate ainsi les trajets, ce qui fait mouvement dans l'urbanité, rapproche, diverge, relie, sépare, puis les lieux où se « fixent » des attentes, des possibles. Ces « poussées urbaines, » le philosophe en indique l'appropriation révolutionnaire (le droit à la rue), l'homme traqué (« être chômeur »), ou une géographie sentimentale qui ne masque rien des zones indécises. Un bel ouvrage, stimulant, tout à fait d'actualité qui se lit avec grâce.

Poétique de la ville, édition Armand Colin poche, à la petite bibliothèque Payot, 625 pages. ●

La gauche d'alternative se remet en marche

**La dignité d'un homme seul ça ne s'aperçoit pas.
La dignité de mille hommes ça prend une allure de combat.
René Char 1949**

Nous aurions pu vous dire « Lisez le ! » c'est un excellent ouvrage mais ça n'aurait pas suffi à vous convaincre lecteur-trice de Cerises exigeant.e et cultivé.e mais c'est un peu une gageure de rendre compte d'un livre de 750 pages en quelques lignes. On peut affirmer sans ambages que cet ouvrage est passionnant. Une fois que vous mettez le nez dedans vous ne le quittez plus. Vous parcourez les luttes sociales et politiques de la guerre de 100 ans à aujourd'hui. Une synthèse de toute une vie de recherche et de solides références dont Marx. Ce livre très bien écrit, très documenté et accessible à tous a le mérite de remettre les classes populaires sur le devant de la scène, des millions de femmes et d'hommes qui ont écrit de belles pages de l'histoire de France. De manière très fine Gérard Noiriél nous montre comment s'est construit l'Etat moderne d'abord contre la féodalité puis parfois contre certaines fractions de la noblesse. On pourrait évoquer la période de Louis XI à la fin de la guerre de 100 ans puis Louis XIV quand il fait face à la fronde d'une partie de la noblesse. Un chapitre est consacré au code noir et à cette France esclavagiste. Puis les révolutions de 1789 et 1848 et de la Commune de Paris. En cette période d'insurrection des consciences nous ne pouvons que faire un parallèle entre hier et aujourd'hui. L'ouvrage montre avec éclat que le mouvement populaire n'a pu être victorieux que lorsque



le rapport de force était puissant. En l'absence de ce rapport de force suffisant l'issue a été fatale et parfois terrible. notamment ce fort mouvement de la paysannerie au 16^{ème} siècle¹ en Alsace qui s'est terminé dans un bain de sang. Noiriél montre aussi que les forces dominantes s'empressent aussitôt de reprendre le terrain qu'elles ont dû céder comme après 1795. Sa conclusion « De quel avenir Macron est-il le nom ? » nous invite à penser l'avenir avec hardiesse si l'on veut voir reflourir le temps des Cerises. Donc Merci à Gérard Noiriél pour cet ouvrage que nous vous recommandons vivement.

« Une histoire populaire de la France »
de la guerre de cent ans à nos jours²
Gérard Noiriél –Editions Agone -750 pages

● DANIEL ROME

¹ A ce propos je vous recommande : « La guerre des pauvres » d'Eric Vuillard Actes Sud -2018

² A lire sur le même sujet « une Histoire populaire des Etats-Unis de 1492 à nos jours » Howard Zinn – Ed Agone 2002 et « Les luttes et les rêves- une histoire populaire de la France de 1685 à nos jours » de Michelle Zancarini-Fournel Ed Zones- 2016



2019 DU NEUF !

Cerises franchit une étape et devient **Cerises, la coopérative en phase avec ce que nous avons affirmé dans notre Manifeste.**



Le noyau de la nouvelle équipe est constitué de Benoit Borrits, Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Emile Fabrol, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Laurent Lévy, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Makan Rafatjou, Daniel Rome, Patrick Silberstein, Pierre Zarka, militant-e-s de l'émancipation cheminant au sein de l'ACU, d'Alternative libertaire, d'Attac, de l'Association Autogestion, du réseau AAEF, d'Ensemble, de FI, du NPA, de l'OMOS, de Solidaires ...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis sur la nouvelle formule cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne <http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr

L'équipe de rédaction s'est élargie et diversifiée dans le sens des nouveaux rapports que nous voulons construire entre social et politique.

Dans le même esprit, nous créons un conseil de rédaction plus large et nous invitons à y participer celles et ceux que nous sollicitons pour les articles, les tables rondes, les éditos, celles et ceux nombreux, qui ont participé à l'ancienne formule, celles et ceux qui souhaitent contribuer à cette nouvelle aventure et notamment nos lecteurs attentifs. Il s'agira de faire le point ensemble une ou deux fois par an sur les choix de l'équipe de rédaction pour être mieux utiles à notre projet : muscler les rapports de force, penser le post-capitalisme et disputer aux forces du capital la capacité à organiser la société. A l'occasion de notre premier rendez-vous du conseil de rédaction, l'idée d'organiser une fête à la saison des cerises... est dans les tuyaux.

Nouvelle étape, nouvelle maquette. Après les trois numéros de Cerises en transition, nous stabilisons nos choix de rubriques. Reste en gestation, la création d'une rubrique des lecteurs.

A votre clavier pour nous donner votre avis !

Un mot sur les dossiers. Dans le numéro de décembre nous disions pour introduire le dossier travail/hors-travail : *A Cerises nous voulons aller au fond des choses, prendre du recul, nous voulons nous armer pour inventer un autre futur. Quand les mobilisations sociales grandissent pour dire on n'en veut plus de cette société, il faut œuvrer aussi à la « besogne d'avenir » . Prendre du recul et ne pas être hors-sol relève assez d'un numéro d'équilibriste. Nous essayons de nous confronter à cette exigence en préparant les dossiers en lien avec un évènement, c'est le cas pour ce numéro avec le Forum pour la gratuité qui s'est déroulé le 5 janvier à Lyon, ou en lien avec des séances de travail auquel nous vous invitons à participer comme à celle du [19 janvier](#).*

Belle année de luttes jaunes, rouges et vertes à toutes et tous! ● SYLVIE LARUE